

David Cayla

L'ÉCONOMIE DU RÉEL

FACE AUX MODÈLES TROMPEURS

Préface de Philippe Askenazy



PEUT-ON CONSTRUIRE UNE
VÉRITABLE SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE
OÙ CHACUN AURAIT SA PLACE ?



David Cayla

L'ÉCONOMIE DU RÉEL

David Cayla

L'ÉCONOMIE DU RÉEL

FACE AUX MODÈLES TROMPEURS

Préface de Philippe Askenazy

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans
votre domaine de spécialisation, consultez notre site web :
www.deboecksuperieur.com

Copyright photo auteur :
© Margot L'Hermite

© De Boeck Supérieur s.a., 2018
Rue du Bosquet, 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

1^{re} édition

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : juin 2018
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles :
2018/13647/073

ISBN 978-2-8073-1887-8

Sommaire

Préface	VII
Introduction	IX
Chapitre 1 : Le marché, cet inconnu	1
Chapitre 2 : Le mythe du marché	41
Chapitre 3 : le marché néoclassique et ses limites	73
Chapitre 4 : La société de marché	119
Conclusion	163
Bibliographie	183
Index	189
Remerciements	195
Table des matières	197

Préface

L'économiste réel

Inégalités profondes et fractales, atteintes environnementales, chômage de masse ou travailleurs manquants, l'économie de marché triomphante – qu'elle soit capitaliste ou « socialiste » – est loin de garantir le progrès.

La réponse des défenseurs du marché à ce constat est simple : ce n'est pas le marché, mais les imperfections, les rigidités, les institutions, les corporatismes, les syndicats (la liste est longue) qui génèrent l'inefficience. Pour résoudre les grands enjeux contemporains, il faut donc, le plus souvent, toujours plus de marchés que moins.

Démontrer cette orthodoxie est un pan de l'agenda scientifique des économistes dits hétérodoxes qui en appellent à revenir à l'« économie réelle », par opposition à l'économie imaginaire des modèles basés sur l'individualisme méthodologique. Il ne s'agit pas de rejeter le marché, mais d'en contester le caractère naturel et de le réduire à une dimension parmi d'autres nécessaires à l'organisation de l'économie et de la société.

L'ouvrage de David Cayla offre un condensé pédagogique de cette démarche. Dès l'introduction, il fait voyager le lecteur dans le temps et l'espace, du Zaïre de Mobutu au Paris d'aujourd'hui. Il convoque résultats et auteurs de nombreuses sciences sociales et même *Game of Thrones* ! Il interroge la pertinence de la loi de l'offre et de la demande, pour le poireau comme pour le travail. Ses arguments convergent vers une interrogation fondamentale : « Au fond, aujourd'hui, à quoi sert le marché si ce n'est à faire accepter un système qui génère inégalités et frustrations ? ».

Le rôle réel de la science économique dans la domination de l'idéologie du marché n'est pas évident. Commande-t-elle le politique qui doit se plier à ce qui serait l'unique voie raisonnable, car vraiment scientifique, ou bien est-elle simplement instrumentalisée par des groupes d'intérêt ? Le fait, qu'en moyenne, les économistes citent relativement peu les travaux issus d'autres champs du savoir, ou encore qu'ils n'accueillent que rarement des chercheurs d'autres disciplines au sein de leurs unités de recherche n'éclaire guère cette question.

David Cayla prend un parti clair. S'il réfute l'existence de l'*homo oeconomicus* central dans les analyses standards, il dépeint ce que je pourrais qualifier d'*homo oeconomisticus*, ou encore d'*oeconomus* de l'orthodoxie économique. Cet homo « s'illusionne de ses propres modèles » et « entend diriger une société humaine rétive aux expérimentations libérales ». En refermant l'ouvrage, il n'est pas certain que la conviction de tous les lecteurs soit emportée par cette vision. Mais, que l'on y adhère ou que l'on la rejette, elle a le mérite d'imposer aux économistes, y compris étudiants, qui se plongeront dans ces pages, le développement d'une réflexivité sur leurs pratiques.

Philippe Askenazy, économiste,
Directeur de Recherche au CNRS.

CHAPITRE 1

LE MARCHÉ, CET INCONNU

« En fait, le problème de la protection s'est posé pour les agriculteurs de pays entiers, de continents. Le libre-échange international, si on le laisse faire, doit nécessairement éliminer les producteurs agricoles par pleins contingents, et en quantités toujours plus grandes. [...] Une fois que les grands investissements entraînés par la construction de bateaux à vapeur et de lignes de chemin de fer ont donné leurs fruits, des continents entiers se sont ouverts et une avalanche de grain est tombée sur la pauvre Europe. [...] L'Europe centrale, confrontée à une destruction totale de sa société rurale, fut forcée de protéger sa paysannerie en instaurant des lois sur les céréales. »

Karl Polanyi¹

Octobre 2017. L'été s'est prolongé jusqu'aux vacances d'automne. L'ensoleillement et la chaleur exceptionnels incitent de nombreux vacanciers à passer la Toussaint au bord des plages.

Mais si « l'été indien » dont jouit l'ouest de l'Europe fait le bonheur des familles et des agriculteurs, la saison cyclonique dans l'Atlantique Nord restera dans les mémoires comme l'une des plus catastrophiques de l'histoire. Dévasté par l'ouragan Harvey à la fin du mois d'août, le Texas a dû faire face à des inondations record qui entraînèrent la mort d'une cinquantaine de personnes. À peine quelques jours plus tard, Irma, l'un des plus puissants ouragans jamais enregistrés dans la région, ravagea les îles des Caraïbes et

1 Karl Polanyi (1944) [1983], *La Grande Transformation*, Gallimard, p. 243 (trad. Catherine Malamoud).

atteignit le sud de la Floride où les autorités furent contraintes d'organiser l'évacuation de plus de 150 000 personnes. Avec des vents de près de 300 km/h, Irma tua directement plus d'une centaine de personnes et engendra des destructions matérielles d'une valeur de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Il fut rapidement suivi par Maria, un ouragan dont les vents moyens atteignirent 280 km/h et qui s'abattit notamment sur Porto Rico et la Dominique les 19 et 20 septembre. Enfin, à la mi-octobre, on assista à un phénomène climatique exceptionnel : un cyclone venant de la région des Açores se mit à remonter vers l'Irlande, c'est-à-dire très loin des régions habituellement concernées par ce type de phénomènes. Si les eaux froides de l'Atlantique nord réduisirent sa puissance, l'Irlande fut tout de même très sévèrement touchée. Les vents violents de la tempête Ophélie provoquèrent de nombreux dégâts et privèrent ponctuellement 400 000 personnes d'électricité.

Ces phénomènes climatiques exceptionnels ne sont pas une surprise. La hausse globale des températures constatée depuis les années 1980 a pour effet, entre autres, de réchauffer des eaux de surface des océans qui sont à l'origine de l'apparition des cyclones. Aussi, les questions liées au réchauffement climatique sont-elles dans le débat public depuis des décennies. Les experts du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) sont à peu près unanimes et peu de climatologues continuent aujourd'hui de contester la responsabilité humaine dans la hausse moyenne des températures mondiales.

S'il est entendu que l'activité humaine est la cause principale du réchauffement climatique, il ne fait pas non plus de doute que ce réchauffement aura des effets en retour sur cette activité. Le changement climatique pourrait affecter la production agricole, menacer les villes côtières, perturber les écosystèmes naturels auxquels nous sommes indéfectiblement liés et enfin augmenter l'intensité et le nombre de cyclones dévastateurs qui touchent chaque année les régions tropicales... et même, comme on l'a vu, des régions non tropicales.

Le système économique se trouve au cœur du réchauffement climatique. Il en est responsable puisque c'est la production d'énergie, les transports, l'agriculture... qui sont les principaux émetteurs

de gaz à effet de serre, et il en est victime, car c'est finalement la capacité des hommes à se nourrir et à produire des richesses qui sera menacée par la hausse des températures. Cette menace est aujourd'hui prise très au sérieux et explique que chaque année, les chefs d'État et de gouvernement du monde entier se réunissent sous l'égide des Nations unies au sein de la COP (Conférence des parties), une réunion multilatérale chargée de trouver des réponses politiques pour limiter les activités humaines responsables du changement climatique.

Cette coopération s'avère néanmoins difficile. L'économie mondiale, organisée autour des principes du libre-échange et du libre marché, pousse chaque pays à une course à la compétitivité qui implique de laisser la bride sur le cou aux forces économiques. Dérégulées et libérées, ces dernières s'adonnent logiquement à leur raison d'être : produire un maximum au moindre coût. Le monde est ainsi pris entre deux logiques antinomiques. D'un côté la concurrence internationale qui pousse chaque État à stimuler ses forces productives et à rivaliser avec les autres dans la dérégulation ; de l'autre les menaces climatiques qui poussent ces mêmes États à tenter des coopérations pour réguler et contrôler ces mêmes forces productives qui menacent la planète.

La lutte contre le réchauffement climatique pose ainsi des questions fondamentales qui devraient davantage préoccuper les économistes et les responsables politiques : comment coopérer dans un système fondé sur l'exacerbation de la rivalité ? Comment introduire des limites strictes à des forces économiques qu'on a préalablement encouragées à s'épanouir librement ?

LA « MAIN INVISIBLE » ET SES LIMITES

On doit à Adam Smith la célèbre formule de la « main invisible » qui fut l'une des plus habiles tentatives pour tenter de résoudre ce type de contradiction. Cette formule vise à montrer que, dans le cadre du marché, la recherche individuelle de l'intérêt personnel conduit non pas à l'exacerbation de la rivalité, mais au contraire à l'émergence d'un bien-être collectif. *« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais plutôt du soin qu'ils apportent à la recherche de*

leur propre intérêt. Nous ne nous en remettons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme » écrit Smith dès les premières pages de *La Richesse des Nations*. « *Puisque chaque individu tâche, le plus qu'il peut, 1° d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et 2° de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. [...] En dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions* », affirmera-t-il bien plus loin².

Le principe de la « main invisible » est aujourd'hui très largement partagé par les économistes et les décideurs politiques. Le marché est ainsi vu comme une norme sociale nécessaire, un moteur extrêmement puissant pour produire et en même temps organiser cette production efficacement pour la collectivité. Il serait donc légitime de le laisser s'épanouir sans l'entraver, c'est-à-dire avec un minimum d'interventions publiques. Car toute intervention allant à l'encontre de l'égoïsme individuel, même faite au nom de la morale ou de la justice, risquerait d'enrayer l'efficacité du marché. « *Existe-t-il une société qui ne soit pas mue par la cupidité ?* » demandait l'économiste Milton Friedman lors d'une interview télévisée de 1979. « *Le monde avance avec des individus qui cherchent leur propre intérêt. Les plus grands accomplissements, les civilisations, ne viennent pas des agences gouvernementales.* »³

Mais les individus libres s'adonnant à leur libre cupidité dans un marché libre sont-ils toujours les garants d'une société qui fonctionne ? Existe-t-il des exceptions à la théorie de la main invisible ? Et si elles existent, ces exceptions peuvent-elles remettre en cause le principe de performance attribué au marché ? Plus largement, comment peut-on définir un marché « libre » ? La société humaine dans son ensemble peut-elle être organisée autour de cette seule approche ?

2 A. Smith (1776), *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, livre I chap. 2 et livre IV chap. 2 (trad. de Germain Garnier, 1881).

3 On pourra retrouver très facilement la vidéo de cette interview accordée à Phil Donahue dans le « Donahue Show » par exemple sur le lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=Vpq3Cv5Wen8>

Restons-en pour le moment à une première question. Le marché est-il efficace ? La plupart des économistes admettent qu'il existe des cas où ce n'est pas vrai. La relation marchande peut entraîner des « externalités », c'est-à-dire des effets qui vont toucher des personnes extérieures à la transaction. C'est le cas, par exemple, de la pollution. Un élevage porcin industriel produit d'énormes quantités de lisier dont le lessivage sature les nappes et les rivières de nitrates. L'eau ainsi polluée devient impropre à la consommation et entraîne la prolifération d'algues vertes sur les côtes. Or, ni les producteurs ni les consommateurs de viande de porc ne subissent spécifiquement les effets de cette pollution. Au contraire, en choisissant de ne pas traiter son lisier, le producteur s'assure un coût de production plus faible qui bénéficie aussi au consommateur sous la forme d'un prix faible. Chacune des deux parties du marché tire profit de la pollution alors que le coût social des porcheries industrielles est supporté par l'ensemble de la collectivité, notamment par ceux qui ne sont ni producteurs ni consommateurs de cette viande.

Ce type de marché est dysfonctionnel et nécessite une intervention publique. Celle-ci peut prendre deux formes. La première est la *réglementation*, qui vise à contrôler directement l'activité du producteur de porc en lui imposant le respect d'un strict cahier des charges. La seconde est ce que les économistes appellent *l'internalisation* dont l'un des principaux théoriciens fut l'économiste Ronald Coase.⁴ Le « théorème de Coase » suppose que les défaillances de marché n'existent que dans les cas où les droits de propriété ne sont pas clairement définis. En l'occurrence, le problème viendrait du fait que le marché produit des effets néfastes sur des personnes qui n'y participent pas. C'est donc que leur « droit » à une eau

4 Ronald Coase est un économiste américain influent (il reçut le prix « Nobel » d'économie en 1991) d'obédience libérale (il fut membre de la société du mont Pellerin). Le « théorème de Coase » postule que si les coûts de transaction sont nuls et les droits de propriété bien établis, le marché suffit pour atteindre une situation optimale. Ainsi, dans l'optique coasienne, le problème de la pollution peut se résoudre par le seul marché à condition qu'on établisse un droit à l'eau pure et aux plages sans algues vertes à l'ensemble des citoyens concernés. En théorie, le pollueur devrait négocier avec chacune des victimes un droit à polluer en payant un montant au moins équivalent au préjudice ressenti. Dans la réalité, bien sûr, comme les coûts de transaction ne sont pas nuls et qu'il est inenvisageable de contracter avec chacun, c'est souvent l'État qui se substitue au marché en organisant lui-même la collecte de la taxe selon un préjudice évalué non plus à l'échelle individuelle, mais collectivement.

non polluée n'a pas été intégré au marché. Il faut donc compléter ce marché, c'est-à-dire responsabiliser les acteurs qui y participent en les obligeant à négocier avec les victimes pour que l'ensemble du coût social généré soit pris en compte dans le prix de marché.

L'État peut en théorie internaliser les externalités en imposant une taxe sur la production de porc industriel qui servirait à dépolluer les rivières et à lutter contre la prolifération d'algues vertes. C'est le principe du « pollueur payeur ».

Le principal avantage de cette seconde approche comparée à la réglementation est qu'elle apparaît beaucoup moins coûteuse à mettre en œuvre. Elle ne requiert pas d'embaucher un contrôleur et n'impose aucune pratique au producteur. Elle est de plus incitative, puisque la taxe ne sera payée que par les pollueurs. Le jour où celle-ci devient trop élevée, ces derniers choisiront d'eux-mêmes, par « pur intérêt égoïste » aurait dit Adam Smith, une solution pour limiter ou éliminer la pollution.

L'autre avantage de l'internalisation sur la réglementation est d'ordre idéologique. Elle permet de réaffirmer le principe de la « main invisible » comme norme. En effet, l'internalisation respecte les principes du libre marché puisque l'État n'intervient que de manière minimale, laissant producteurs et consommateurs contracter librement. Autrement dit, on ne se substitue pas au marché, on le répare. À l'inverse de la réglementation qui impose un mode de production spécifique, la taxe ne fait qu'enregistrer un coût social et organise une transaction économique entre pollueurs et victimes. Elle pose néanmoins deux difficultés. La première est celle du calcul. Comment estimer le montant réel d'un préjudice reçu ou prendre en compte les coûts à venir dans le cas d'une pollution dont les effets s'étendraient sur de nombreuses années ? Et comment, deuxièmement, considérer une pollution dont les conséquences ne sont pas encore perceptibles, non calculables en termes économiques ou dont les victimes ne sont pas identifiables ? Par exemple, comment estimer la destruction d'un patrimoine naturel qui n'a aucune valeur économique ? Les partisans de l'internalisation répondent que ces difficultés sont loin d'être insolubles et proposent de mettre un prix sur un patrimoine naturel ou de provisionner une somme pour les futures victimes. Ces pratiques d'ordre comptable ne peuvent bien sûr prétendre à une parfaite compensation puisqu'elles

reposent sur une estimation conventionnelle. Mais elles ont l'avantage de rester simples à mettre en œuvre et autorisent une certaine souplesse puisqu'il sera toujours possible de réévaluer les coûts en modifiant le montant de ces évaluations.

LES DÉFAILLANCES DE LA THÉORIE ÉCONOMIQUE

La réglementation fut longtemps préférée à l'internalisation pour corriger les dysfonctionnements du marché. Elle semblait à la fois plus morale et plus efficace. Par exemple, lorsqu'il fallut lutter contre le trou dans la couche d'ozone, les États se mirent d'accord, non sur un principe de pollueur payeur, mais sur une interdiction pure et simple des CFC (chlorofluorocarbure). Décidé en 1987, le protocole de Montréal a d'ailleurs largement rempli ses objectifs et la fin de la production de ces gaz a permis une résorption naturelle et progressive du problème.

Qu'en est-il de la lutte contre le réchauffement climatique ? Le problème apparaît beaucoup plus difficile à résoudre. D'abord, parce qu'il touche à la production d'énergie et au transport, des secteurs vitaux pour l'ensemble de l'économie. Ensuite, parce qu'il n'existe pas de substituts simples. Engager une transition énergétique pour sortir complètement du pétrole, du gaz ou du charbon revient à s'engager dans une voie à la fois très coûteuse et très longue, puisque cela suppose de réorganiser totalement des filières entières.

Comment s'y prendre ? Dans la plupart des pays, le choix fut fait cette fois d'intervenir essentiellement par la voie de l'internalisation. Au début des années 2000, l'Union européenne décida ainsi d'organiser la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la création d'un marché du carbone grâce auquel les émetteurs pourraient librement acheter et vendre des « droits à polluer ». Ce marché devait à la fois subventionner les industriels qui choisissaient de polluer moins et qui pouvaient ainsi vendre leurs droits d'émission, et punir ceux qui, pour émettre davantage, étaient contraints d'acheter ces droits. Le quota d'émissions étant établi à l'avance et allant en diminuant, les prix étaient censés progresser au fil du temps jusqu'à contraindre les pollueurs à modifier leurs pratiques s'ils voulaient éviter d'avoir à acheter des quotas d'émission que le marché allait nécessairement rendre prohibitifs.

Remerciements

S'engager dans l'écriture d'un livre est toujours une aventure personnelle. Mais rien de personnel ne peut s'accomplir sans la collaboration et le soutien de proches. Je tiens donc à exprimer toute ma gratitude à un certain nombre de personnes, économistes et non économistes, qui ont beaucoup apporté à ce livre.

Un immense merci tout d'abord à Anne Musson pour son indéfectible soutien moral et intellectuel. Ses remarques toujours judicieuses sur le fond comme sur la forme ont grandement amélioré la qualité de ce livre. Merci à Loïc Steffan pour ses relectures expertes et ses riches références bibliographiques. Merci à Pierre Cayla, à Ingrid Degrott, à Coralie Delaume, à Thibault Laurentjoye et à Cassandre Vielle qui avaient beaucoup à faire, mais qui ont tout de même pris le temps de me relire et de faire part de leurs commentaires. Leur soutien me fut très précieux. Merci, à mon père Olivier Cayla qui fut un excellent relecteur final et dont les souvenirs d'hydrologue en mission au Zaïre ont largement contribué à la rédaction de l'introduction. Merci à Anastasia Petrenko pour son soutien moral tout au long de l'écriture et pour m'avoir inspiré certaines réflexions sur la psychologie humaine. Enfin, je souhaite remercier chaleureusement Philippe Askenazy pour la confiance qu'il m'a témoigné en acceptant de lire et de préfacer ce livre. Bien entendu, je suis seul responsable des erreurs et insuffisances que cet ouvrage pourrait contenir.

Table des matières

Sommaire	V
Préface	VII
Introduction	IX
Chapitre 1	
Le marché, cet inconnu	1
La « main invisible » et ses limites.....	3
Les défaillances de la théorie économique.....	7
Les fondements idéologiques du « tirolisme ».....	11
Octobre 2017 : une pénurie inattendue.....	15
Les « lois » de l'offre et de la demande ne répondent plus.....	17
La malédiction des agriculteurs	20
Des politiques agricoles pour contrôler les marchés.....	24
La nouvelle PAC du ^{xxi} siècle	27
Les apories de l'agriculture industrielle.....	32
Les conséquences environnementales de l'agriculture intensive	34
Les effets pervers de la mondialisation agricole.....	37
Chapitre 2	
Le mythe du marché	41
Une obsession pour « la main invisible ».....	44
De la science de la richesse... ..	51
... à la science « lugubre »	56
La théorie de la valeur marché.....	60
Une nouvelle théorie fondée sur le marché.....	64
La loi de l'offre et de la demande à l'épreuve des faits.....	68

Chapitre 3

le marché néoclassique et ses limites	73
Le poids de l'idéologie : l'exemple des physiocrates.....	77
Les conséquences des représentations de l'économie néoclassique	81
Les mystères de la concurrence.....	84
Les impasses des autorités de la concurrence.....	88
Les contradictions internes de la loi de l'offre et de la demande	95
La loi de la demande et ses limites.....	99
La loi de l'offre et ses hypothèses héroïques.....	104
La loi des rendements, la théorie de la valeur et le marché	111
Refonder l'économie politique.....	114

Chapitre 4

La société de marché	119
Les dysfonctionnements du marché du travail sont-ils la cause du chômage ?...	127
La véritable nature du marché du travail	135
L'émergence d'une société de marché	141
Le marché n'a rien de naturel.....	146
Le marché et la monnaie.....	151
Le marché détruit-il la société ?.....	157

Conclusion	163
Bibliographie	183
Index	189
Remerciements	195

« Cet ouvrage a le mérite d'imposer aux économistes, y compris étudiants, qui se plongeront dans ces pages, le développement d'une réflexivité sur leurs pratiques. »

Philippe Askenazy. Extrait de la préface.

L'économie ne parle plus du réel.

Malgré ses prétentions scientifiques, elle s'est perdue dans l'élaboration de modèles abstraits bien souvent incapables de présenter une vision adéquate du monde économique et de ses problèmes.

Est-on certain que les prix s'ajustent à l'offre et à la demande ? La concurrence se traduit-elle toujours par une efficacité accrue ? Les dysfonctionnements du marché du travail permettent-ils d'expliquer le chômage ?

Les réponses proposées par l'économie dominante se vérifient rarement dans les faits. Une vision économique étroite, centrée sur une représentation idéalisée des marchés, n'appréhende pas la complexité du monde telle qu'elle est vécue et induit des politiques aux résultats parfois désastreux. Il en va ainsi des politiques agricoles qui ont généré une catastrophe économique, sociale et environnementale, ou de la création du marché européen du carbone qui, malgré la complexité de sa mise en œuvre, n'est pas parvenu à limiter les émissions de gaz à effet de serre des industriels.

Il est plus que temps de revoir en profondeur la manière dont se construit la pensée économique. Nous avons besoin d'une véritable science économique qui comprenne le réel, c'est-à-dire la société humaine dans toutes ses dimensions.



David Cayla est économiste à l'Université d'Angers. Il étudie l'épistémologie et l'histoire de la pensée économique à l'Université Paris 1, puis obtient un doctorat d'économie en 2007. Défenseur d'une économie hétérodoxe ouverte aux autres sciences sociales, il rejoint en 2013 le collectif des « Économistes atterrés ». Il est l'auteur, avec l'essayiste Coralie Delaume, de *La fin de l'Union européenne*.

ISBN : 978-2-8073-1887-8



9 782807 318878

Prix : 18 €

www.deboecksuperieur.com